



Communiqué
Bruxelles, vendredi 11 octobre 2019

Quel avenir pour la banane européenne ?

Voilà la question qui a été posée aux décideurs politiques européens le 9 octobre 2019, au cours d'un débat parrainé par la Députée de Madère, Madame Cláudia Monteiro de Aguiar, au Parlement Européen à Bruxelles, en présence des groupements et organisations européennes de producteurs de bananes de Guadeloupe, Martinique, Madère et des Canaries.

« Pour construire l'avenir des producteurs européens, nous avons le devoir de préserver les dimensions culturelles et identitaires de leurs territoires », a déclaré la Députée Cláudia Monteiro de Aguiar.

Les productions de bananes des Régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne sont indispensables tant le tissu social et la vie rurale des territoires est liée à cette activité agricole. Mais malgré leurs efforts agroécologiques et leur dynamisme, leur destin reste plus qu'incertain si les conditions d'une concurrence juste et équitable ne sont pas assurées.

Le 9 octobre 2019, les représentants politiques et des producteurs présents dans les salons des Députés ont unanimement exprimé leur préoccupation face aux effets des accords préférentiels sur les importations de bananes en provenance de pays tiers et se sont ralliés à la proposition visant à imposer à ces importations les mêmes normes phytosanitaires et environnementales européennes que respectent déjà les productions européennes.

La Direction générale du commerce de la Commission européenne a souligné la différence de valeur que représente la production de bananes européennes en termes de qualité, de respect de l'environnement et de protection sociale.

Le chef de cabinet adjoint de la Commissaire Cecilia Malmström a confirmé l'engagement de la Commission à ne pas réduire le tarif douanier de 75€/tonne actuellement appliqué aux importations de bananes en provenance de pays tiers dans le cadre d'accords commerciaux. Il a également reconnu l'existence d'une différence de qualité entre les productions UE et tierces et la nécessité d'améliorer le respect des engagements sociaux et environnementaux dans le cadre des accords commerciaux entre l'UE et les pays tiers.

Monsieur Ceballos-Barón a également rappelé l'engagement pris par la Commission, le Conseil et le Parlement européen, dans le cadre de la Déclaration Commune des trois institutions de mars 2017, dans laquelle il est inscrit que : *« La Commission continuera d'analyser régulièrement la situation du marché et des producteurs de bananes de l'Union après expiration du mécanisme de stabilisation. Si une détérioration grave du marché ou de la situation des producteurs de bananes de l'Union est constatée, la Commission, eu égard à l'importance du secteur de la banane pour les régions ultrapériphériques, examinera la situation, en collaboration avec les États membres et les parties prenantes, et décidera s'il y a lieu d'envisager des mesures appropriées. La Commission pourrait également convoquer des réunions de suivi régulières auxquelles participeraient les États membres et les parties prenantes. »*

Pour des règles de concurrence équitables

Les producteurs européens de bananes, réunis au sein de l'APEB – Association des Producteurs européens de Bananes – ont adopté une Déclaration le mercredi 9 octobre à Bruxelles, dans laquelle ils formulent les demandes suivantes :

- *La sanctuarisation du tarif douanier au seuil de 75€/t pour les bananes importées dans le cadre des accords commerciaux signés et à venir, sans possibilité de renégociation à la baisse ;*



CAMPAGNE FINANCÉE
AVEC LE CONCOURS
DE L'UNION EUROPÉENNE

THE EUROPEAN UNION SUPPORTS
CAMPAIGNS THAT PROMOTE HIGH QUALITY
AGRICULTURAL PRODUCTS



Communiqué
Bruxelles, vendredi 11 octobre 2019

- *La mise en place d'un mécanisme de régulation du marché pour remplacer l'actuel mécanisme de stabilisation totalement inefficace et qui expirera au 31 décembre 2019 ;*
- *L'obligation pour les produits agricoles importés d'être issus de productions qui respectent les mêmes règles que celles imposées aux producteurs européens, notamment en matière d'usage de produits phytosanitaires, afin d'assurer des règles de concurrence équitables et de la transparence pour les consommateurs européens ;*
- *Tant en agriculture conventionnelle qu'en agriculture biologique, l'impossibilité pour des productions agricoles de commercialiser des produits dans l'Union européenne, si elles sont utilisatrices de produits phytosanitaires interdits par la réglementation européenne ;*
- *Les consommateurs européens ont droit à des informations transparentes concernant les différences entre les modèles de production de l'UE et ceux des pays tiers, en BIO comme en conventionnel, ainsi qu'à un étiquetage clair leur permettant d'identifier l'origine des produits importés*

« Notre filière est un modèle pour toutes les autres : les producteurs européens de bananes sont les meilleurs défenseurs des consommateurs européens en termes de sécurité alimentaire. La banane européenne est unique, en avance sur son temps face à des concurrents qui ne jouent pas à arme égale. Pour construire le futur de la filière, nous avons besoin de l'appui de nos décideurs politiques pour créer un espace dans lequel la compétition est vécue comme un facteur de progrès qui ne détruit plus la valeur comme c'est le cas aujourd'hui. L'Union Européenne doit être le gardien de nos valeurs. »

- Laurent de Meillac, Président de l'APEB

CONTACTS		
<p>UGPBAN Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe & Martinique</p> <p>Karym Bagoee +33 7 78 20 57 27 +33 1 56 70 01 93 k.bagoee@ugpban.com</p>	<p>ASPROCAN Asociación de Organizaciones de Productores de Plátano de Canarias</p> <p>Marta Rodríguez Ruiz +34 922 535 144 +34 690 876 356 m.rodriquez@platanodecanarias.net</p>	<p>GESBA Empresa de Gestão do Sector da Banana, Lda.</p> <p>Agostinho Serrão +351 924404524 agostinho.serrao@gesba.pt</p>
<p>APEB Avenue Louise 251 – bte 5 1050 Bruxelles +32 2 282 18 00</p>		



CAMPAGNE FINANCÉE
AVEC LE CONCOURS
DE L'UNION EUROPÉENNE

THE EUROPEAN UNION SUPPORTS
CAMPAIGNS THAT PROMOTE HIGH QUALITY
AGRICULTURAL PRODUCTS



Communiqué
Bruxelles, vendredi 11 octobre 2019

La production de banane dans les régions ultrapériphériques d'Europe (RUP) : un triple défi économique, social et environnemental

Lorsque les consommateurs européens se représentent les produits agricoles cultivés dans l'Union Européenne, peu d'entre eux ont à l'esprit les produits exotiques en provenance des Régions Ultrapériphériques d'Europe. Pourtant, la *Banane de Guadeloupe & Martinique*, la *Plátano de Canarias* et la *Banana da Madeira* sont les premières productions de bananes au niveau mondial dans les domaines du **droit du travail**, de la **protection de l'environnement** et de **l'usage de produits phytosanitaires** ; et ceci en dépit des contraintes climatiques (zones tropicales et subtropicales) et de leur éloignement géographique.

En Europe, près de **700 000 tonnes de bananes** sont produites et commercialisées selon la **réglementation européenne**, aujourd'hui **la plus exigeante au monde**. Les productions de bananes des RUP vont même au-delà en respectant des cahiers des charges environnementaux très stricts qu'elles se sont elles-mêmes imposées.

Pour exemple, **en moins de 15 ans, leurs pratiques de production ont conduit à une réduction de 75% de l'usage des pesticides**. A l'horizon 2025, leur objectif est d'atteindre 50% de réduction supplémentaire.

Outre ces engagements environnementaux, les productions de bananes européennes génèrent près de **40 000 emplois** (directs et indirects) et **plus de 500 millions d'euros de PIB net**. Elles assurent ainsi la production d'une banane européenne durable issue des meilleures pratiques culturelles et garantissent, par leurs activités et les emplois créés, le maintien de l'équilibre des zones rurales dans ces régions.

La libéralisation accrue du marché européen : une menace pour la banane européenne

Avec **6,5 millions de tonnes** de bananes consommées chaque année, le **marché européen** est le **1^{er} marché d'importation de bananes** dont 75% sont issues des pays d'Amérique Latine. Mais les producteurs de bananes de ces pays tiers sont loin de respecter les mêmes obligations sociales, environnementales, sanitaires et phytosanitaires qu'en Europe. Une concurrence déloyale dont les producteurs de bananes des régions ultrapériphériques sont victimes. Les pays tiers mettent en marché d'importants volumes de bananes et bénéficient de réductions tarifaires significatives pour rentrer sur le marché européen, menaçant à court-terme la survie de la banane européenne.

La **baisse des tarifs douaniers** entraîne **l'accroissement des volumes de bananes « dollar » importés** à bas coûts de production. Cette augmentation perpétuelle de l'offre sur le marché de l'UE provoque ainsi une **baisse des prix** : entre 2015 et 2018, le prix du colis de bananes a baissé de 15% en passant de 14,1€ à 11,9€, soit en deçà du seuil de rentabilité des producteurs européens.



CAMPAGNE FINANÇÉE
AVEC LE CONCOURS
DE L'UNION EUROPÉENNE

THE EUROPEAN UNION SUPPORTS
CAMPAIGNS THAT PROMOTE HIGH QUALITY
AGRICULTURAL PRODUCTS